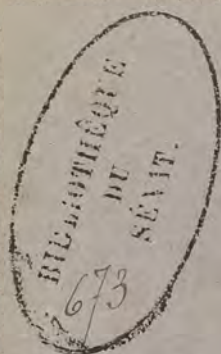


THÉÂTRE

RÉVOLUTIONNAIRE.



LIBERTÉ, ÉGALITÉ,
FRATERNITÉ

ou



THE ZEPHYRUS

THE ZEPHYRUS

THE ZEPHYRUS

L E
CORPS-DE-GARDE
NATIONAL,

COMÉDIE EN UN ACTE, EN PROSE,

PAR PIERRE-LOUIS-ATHANASE VEAU ;
*Avocat, de la Société des Amis de la Constitution,
Capitaine de la Garde - Nationale de Tours ,
Colonel d'honneur de celle de Luynes , et Se-
crétaire de la Confédération tenue à Tours , le
16 Mai 1790 , et de l'Assemblée Electorale
des Gardes - Nationales du District de Tours.*

REPRÉSENTÉE pour la première fois sur le
Théâtre de Tours , par les Comédiens de la
Cour, le 16 Mai 1790.



A TOURS, de l'Imprimerie de F. VAUQUER-LAMBERT ;
Imprimeur du Roi et de la Garde - Nationale.

M. DCC. XC.

*EXTRAIT des Délibérations de la Société des Amis de
la Constitution , établie à Tours ,*

Du 22 Mai 1790.

Monsieur le Président, au nom de la Société, a félicité M. VEAU sur sa Comédie intitulée, *Le Corps - de - Garde National*, où le plus pur Patriotisme est développé. M. Veau en a offert la Dédicace à la Société, qui l'a acceptée avec plaisir, et lui a fait ses remerciemens.

Certifié conforme à l'original.

Signé, *BARAIS*, Secrétaire.

A MESSIEURS

De la Société des AMIS DE LA CONSTITUTION.

MESSIEURS,

LE desir de concourir en quelque chose à propager l'esprit national et l'amour de la Constitution, m'a enhardi à exposer sur la scene ce foible essai qui n'a dû son succès qu'à des sentimens patriotiques dont vous êtes, MM. les courageux Apôtres.

Ne cessons point d'unir nos efforts pour entretenir dans tous les cœurs français, le respect dû à des Législateurs qui ont donné une Constitution à l'Etat; la fidélité due à la personne d'un Roi que le droit de la naissance a appelé au Trône, et que les vœux des Français y auroient placé, s'ils avoient eu à se choisir un Chef parmi les plus sages et les plus vertueux des hommes; la reconnoissance que méritent les Citoyens qui se sont les premiers armés pour le salut public; et cet amour enfin de la Liberté et des Loix qui fera du Peuple Français le plus heureux et le plus illustre des Peuples.

VEAU.

ACTEURS,

LE FEBVRE , <i>Capitaine</i> ,	M. Dubreuil ,
DUBOIS , <i>Sergent</i> ,	M. Dazecourt ,
ALBERT , <i>Caporal</i> ,	M.
DUCLOS , <i>Caporal</i> ,	M.
ROBERT ,	M. Mansau ,
BERNARD , <i>Prêtre</i> ,	M. Gattebley ,
BONNEFOY , <i>Procureur</i> ,	M. Verdier ,
BOILEAU ,	M. Sarny ,
LE GRAND , <i>Capitaine</i> ,	M.
MARTIN , <i>Sergent</i> ,	M.
SOPHIE ,	Mde. Dazecourt ,
DESCHAMPS , <i>pere de Sophie</i> ,	M. Lamarche ,
MONDOR , <i>Financier</i> ,	M.
Un Passant ,	M. Chapelle.
Soldats nationaux.	

*La Scene est en Province , dans un Corps-de-Garde
National.*

L E
CORPS-DE-GARDE
N A T I O N A L ,
C O M É D I E .

UN Tambour bat au pas accéléré, en approchant ; puis au pas ordinaire ; alors un second Tambour bat trois coups , puis répond au pas ordinaire.

Pendant ce tems-là il se fait du bruit sur le Théâtre, comme de gens qui s'arment et sortent.

La toile se leve :

Le Théâtre représente un Corps-de-Garde. On y voit un lit de camp , un fauteuil , 4 chaises , 2 bancs , 2 tables , une cruche , une écritoire , 4 chandeliers et des chandelles qui ne sont pas encore allumées.



S C E N E P R E M I E R E .

LE GRAND , MARTIN , LE FEBVRE , DUBOIS , ALBERT ,
DUCLOS , ROBERT , BERNARD , DESCHAMPS ,
BONNEFOI , BOILEAU , Soldats-Nationaux.

LE GRAND donne , tout bas , la Consigne à LE FEBVRE ,
et lui remet une clef.

MARTIN remet à DUBOIS l'Inventaire.

M A R T I N .

V O I C I l'Inventaire :

DUBOIS , après avoir tout vérifié.

C'est bon.

L E G R A N D .

Capitaine , vous allez veiller à la sûreté de la Ville. . .

C'est de votre vigilance que dépend le repos de nos Concitoyens. . . . C'est assez vous en dire.

LE FEBVRE.

Où mon cher. . . . Messieurs, vous entendez M. le Capitaine. Il a rempli son devoir; faisons le nôtre. . . Adieu Capitaine.

LEGRAND ET MARTIN *sortent.*

SCENE II.

LE FEBVRE, DUBOIS, *ect. ect.*

LE FEBVRE.

M. le Caporal, hâtez-vous de relever les Sentinelles; rien n'est plus pressé.

ALBERT *avertit quatre Fusiliers, puis vient prendre la Consigne.*

LE FEBVRE, *après avoir donné la Consigne.*

Messieurs, n'oubliez pas que vous répondez de votre Poste sur votre honneur. La moindre surprise pourroit seconder une trahison, et le moindre oubli de la Consigne pourroit vous exposer à la surprise.

ALBERT *sort avec quatre Fusiliers.*

SCENE III.

LE FEBVRE, DUBOIS, *etc.*

On place les Fusils aux Crochets.

LE FEBVRE.

M. le Sergent, vous avez fait l'Appel?

DUBOIS.

Oui, mon Capitaine, notre nombre est complet.

BONNEFOI.

Sans doute; il faut bien faire comme les autres, bon gré, malgré. Pendant ce temps-là. . . l'on ne gagne pas. . . ma pauvre Etude est déserte, c'est pitié!

DUBOIS.

Il n'y a que M. Mondor qui se fait remplacer.

DESCHAMPS.

Monsieur, j'ai ordre de remplacer M. Mondor.

BOILEAU.

J'ai ordre.... Ce mot-là sent bien l'ancien régime....
J'ai ordre.... Quel est le Commandant qui t'a donné
cet ordre là ?

LE FEBVRE.

D'abord, êtes-vous Citoyen actif ?

ROBERT.

Eh ! Quand il ne le seroit pas, n'est-il plus notre frere
s'il est infortuné ? ...

BONNEFOL

Non vraiment. L'exception est péremptoire.

LE FEBVRE.

Etes-vous Citoyen actif ? Répondez-moi.

DESCHAMPS.

Monsieur, je suis Français.

BOILEAU.

Ah ! C'est beaucoup.

BONNEFOL

Mais ce n'est pas tout.

LE FEBVRE.

Ce n'est pas répondre à ma question.

BONNEFOL.

Ce n'est pas s'expliquer cathégoriment sur le fait....
Vous sentez bien qu'il y a Français et Français...

LEFEBVRE.

Non, tout Français est notre frere et notre ami ; mais ce-
lui qui ne partage pas avec nous le poids des tributs n'est pas
admis à l'honneur de veiller pour les Citoyens ; nous crain-
drions d'exposer sa foiblesse à la corruption et notre sûreté

à la trahison. Si vous n'êtes pas Citoyen actif, vous ne pouvez pas ici représenter un Citoyen. Vous m'entendez.

DESCHAMPS.

Je le conçois, Monsieur; cette rigueur est nécessaire; hélas! je devrois aussi être Citoyen actif.

ROBERT.

Vous avez eu des malheurs?

DESCHAMPS.

Ah! les plus grands qu'on puisse avoir éprouvés quand la vertu nous reste.

ROBERT.

Si le récit de vos peines, fait devant des cœurs sensibles, peut vous être un soulagement, s'il peut nous fournir le moyen d'apporter à vos maux quelque remède, parlez.

DESCHAMPS.

Vous demandez l'histoire de mes malheurs... Elle est bien longue, hélas!

Adonné d'abord au commerce dans lequel j'étois né, j'en fus rebuté trop-tôt par quelques pertes.

Un caractère impétueux me fit prendre le parti des Armes.

Dans diverses campagnes j'eus part à ces succès brillants qui distinguent les Troupes françaises. Des blessures honorables nécessiterent ma retraite, et me valurent une pension.

Une personne accomplie de qui les parens étoient riches, m'inspira l'amour le plus pur. Un homme qui à défaut de mérite personnel, étoit fier de celui de ses ayeux, obtint l'aveu de ses parens; mais elle m'avoit donné son cœur; j'étais sûr que sa main ne seroit pas à d'autre. Nous formâmes des nœuds sacrés contre le vœu de sa famille.

Sous un Gouvernement où tout étoit grâce ou vengeance, mon rival parvint à me desservir, à me faire retirer la pension dont je vivois.

Mon épouse fut deshéritée; bientôt elle périt elle-même en me donnant un gage désiré de notre tendresse.

Je restai avec mon enfant, et rien pour subsister!..

9
ROBERT.

Et vous avez pû survivre à tant de douleur !

DESCHAMPS.

L'amour paternel me donna du courage... J'essayai les travaux les plus grossiers... Quand ils ne suffirent pas à notre étroite subsistance, je ne rougis point de le dire, je m'adressai, non à ces hommes de qui la pitié outrage ou de qui les refus portent au desespoir, je m'adressai à des gens plus rapprochés de ma pauvreté; j'en reçus de légers secours, que leur bienfaisance naïve me rendoit moins amers.

BERNARD.

Je vous crois. Oui, la pitié hautaine est l'expression la plus indécente du mépris.

DESCHAMPS.

J'avois subsisté vingt ans ainsi, lorsque la Patrie pour laquelle j'ai vu couler mon sang, est devenue un Peuple libre, et qu'il n'y a plus eu qu'un titre à ambitionner dans le monde, celui de Citoyen français. Alors, je l'avoue, j'ai commençai à sentir plus vivement mon infortune, à rougir de mon indigence.

ROBERT.

Avec de tels sentimens, vous arriverez, croyez-moi, à l'honneur d'être Citoyen.

DESCHAMPS.

Un parent me restoit de qui l'héritage, quoique modique, pouvoit un jour m'élever à ce rang: on m'annonce qu'il est mort en cette Ville; j'arrive avec ma chere enfant...

ROBERT.

Eh bien !

DESCHAMPS.

Les effets de mon parent sont vendus ou dispersés... J'apprends qu'au moment de sa mort il a disposé de tout en faveur d'un parent plus éloigné; qu'un Procureur est l'exécuteur testamentaire.

BOILEAU.

Ah ! miséricorde !

DESCHAMPS.

Le peu d'argent que j'avais apporté s'est épuisé bientôt... Je n'ai pour ressource que mon travail, et je ne sçais point de métier ! Que faire ! Je me dévoue alors à un service domestique, sans pourtant cesser de garder pour ma fille et pour moi l'obscur azile que j'avois pris en arrivant, car, Messieurs, je n'ai de bien que ma fille ; elle est mon bonheur et ma gloire, et je ne voudrois pas l'exposer à vivre dans une demeure où elle ne seroit pas chez moi...

Cependant je m'informe, je cherche les spoliateurs contre qui j'ai à me pourvoir... Le Légataire homme parvenu n'est point ici connu sous son vrai nom... Le Procureur par bonheur pour le pays, n'y est pas fort connu non plus ; je n'ai pu découvrir encore ni l'un ni l'autre...

ROBERT.

Vous savez leur nom ?

DESCHAMPS.

Le nom du Légataire est Gilles Mathieu. Le Procureur s'appelle Bonnefoi.

ROBERT.

Ne cherchez pas plus loin. [à Bonnefoi] M. Bonnefoi, répondez à M., apprenez-lui ce qu'il desiré savoir.

DESCHAMPS.

Ah ! Monsieur, rendez - moi service...

BONNEFOI.

Moi... Je ne vous connois pas, mon ami.

DESCHAMPS.

Par grace, Monsieur, daignez m'apprendre...

BONNEFOI.

Je ne sçais rien ; je ne sçais rien du tout... Vous pouvez vous en aller.

ROBERT.

M. laissez-là cet homme de mauvaise foi ; demain venez me trouver, je ferai tout pour vous faire obtenir justice.

DESCHAMPS.

Ah ! M. la Justice est si lente et si coûteuse !

ROBERT.

Elle l'étoit ; .. mais nous touchons au moment où le pauvre en pourra jouir.

BONNEFOI.

Nous ne sommes pas ici pour traiter des affaires, mon ami ; allez-vous en, vous n'êtes pas Citoyen.

DESCHAMPS.

Je le suis plus que vous.

BONNEFOI, *avec un geste menaçant.*

Vous m'injuriez. . .

LE FEBVRE.

Monsieur, il n'est pas régulier qu'un Etranger reste ici sans motif. Si nous pouvons quelque chose en votre faveur, comptez sur chacun de nous. . . Rendez-vous auprès de M. Mondor ; faites - lui connoître qu'il n'a pas satisfait à son devoir. Si M. Mondor est absent ou s'il est malade, il est dispensé du service ; s'il peut faire le service, il ne doit pas vous envoyer en sa place.

Qu'il aille ses affaires, je le crois ; nous aussi, nous avons les nôtres ; mais aujourd'hui la première de toutes, pour lui comme pour nous, est de se montrer Citoyen et Soldat de la Patrie. . . Allez. . .

BONNEFOI.

Oui, il n'y a qu'un Citoyen comme lui qui puisse faire pour lui. . . Et ce n'est pas vous, entendez - vous bien ?

DESCHAMPS *sort tristement.*

Pendant cette Scene Albert est rentré et a posé son arme aux crochets.

SCENE IV.

LE FEBVRE, ect.

BOILEAU.

Vous parlez d'un Citoyen comme M. Mondor ; .. mais

c'est qu'il n'y en a pas quatre comme lui... Il est si riche...

LE FEBVRE.

Que dites-vous, mon camarade ! M. Mondor est un Citoyen comme vous, comme moi, comme chacun de nous. Il ne se montreroit pas ici, parce qu'il est riche ! C'est à cause de cela qu'il y est plus obligé... Nous veillons pour la sûreté des propriétés ; il en a plus qu'un autre, et il seroit exempt d'y veiller avec nous ! La Patrie a plus fait pour lui, et il seroit dispensé de Patriotisme !

ROBERT.

Ceux en faveur de qui la liberté renaît, en retarderont-ils toujours les progrès par un esprit d'esclavage ? Ne nous habituerons-nous jamais à ne voir dans un homme Citoyen que l'homme et le Citoyen, notre frere et notre égal ?

BONNEFOI.

Ah ! oui notre égal, savoir en quoi !

LE FEBVRE.

En tout.

Entre Citoyens français il n'y a point de rang. Respectez les droits établis par la Loi, chacun doit respecter les vôtres ; protégez les propriétés, les vôtres sont sacrées aussi : mais n'oubliez jamais que nous n'avons au-dessus de nous que la Loi qui est notre seul Maître, et le Roi qui commande d'après elle.

BONNEFOI.

Oui, la Loi ? Il n'y en a plus. Plus de fiefs... Plus de dixmes... Bientôt plus de substitutions, peut-être plus de testaments... Ainsi plus de dépens, plus d'épices, plus de procès, et vous direz qu'il y a une Loi.

LE FEBVRE.

La Loi est-elle détruite parce qu'on en écarte les abus ? Au contraire.

ROBERT.

Si l'on savoit combien les vieux préjugés d'inégalité entre les hommes, ont fait de mal ; combien ils outrageoient la nature !

Ils ne peuvent plus subsister chez un Peuple libre.

Cependant , au fonds des Provinces , comment faire entendre ? ..

LE FEBVRE.

Que dites-vous ? .. Il n'y a plus de Provinces ; il n'y a par-tout que des Français.

BERNARD.

Bon jeune homme , ce sont des cœurs comme le vôtre qui nous répondent du salut et de la gloire de la Nation !

Dans cet âge heureux où l'intelligence a acquis toute sa force , où la sensibilité donne plus de vigueur à la raison , où l'esprit est avide de la vérité , où l'ame est ouverte à toutes les leçons de la vertu , où l'homme n'est point plié sous le joug des préjugés , combien ne doit-on pas jouir d'une révolution qui substitue au tableau de l'oppression , de l'erreur et du désordre , le spectacle de la liberté , de la vérité et de la vertu.

Osez , mon ami , toujours et par-tout vous livrer à l'expression de vos sentimens , .. vous verrez d'une époque à l'autre , s'affermir les principes de notre Constitution , les ennemis de la raison et de l'humanité cesseront d'être , les gens sans énergie seront dédaignés , et gloire sera rendue à ceux qui auront le plus courageusement combattu pour la liberté , pour l'égalité.

ROBERT.

Oui j'oserai. ... Vous me rendriez le courage , s'il me manquoit jamais.

BONNEFOI.

A quoi aboutira-t-il ? Il appellera les gens de sang-froid Aristocrates , ils l'appelleront Incendiaire , et les dépens seront compensés.

BERNARD.

Laissons la politique , et voyons dans la vie privée , l'influence de l'égalité.

La nature reprenant ses droits , on ne verra plus l'homme opulent oublier son ami dans l'infortune ; on ne verra plus le parent enrichi , méconnoître son pa-

rent indigent ; on ne verra plus la beauté , les graces ; les talens , les vertus , comptées pour rien , dans des alliances dont le bonheur ne dépend que de qualités personnelles. Cet homme , par exemple , que nous avons refusé , avoit un parent aisé , sans doute son parent n'osoit le reconnoître . . . Quelle foiblesse ! Combien de barbaries sont nées des préjugés ; aujourd'hui du moins , les cœurs sensibles se livreront plus librement à toute leur bienfaisance.

ROBERT.

La raison a donné aux hommes les leçons de l'égalité , le sentiment doit leur en donner l'exemple.

BERNARD.

Vous me prévenez ; je verrois avec plaisir qu'un homme indépendant , jeune , riche , irréprochable comme vous , osât former une alliance fondée sur le mérite seul.

ROBERT.

Quoi ! Si j'aimois une personne sans fortune

BERNARD.

Je regarderois ce choix comme digne de vous . . .

BONNEFOL.

Croit-il lui faire un compliment ?

ROBERT.

Comment ! Malgré l'ambition qui peut animer ma famille , malgré l'orgueil des personnes avec qui je vis , malgré les préjugés . . .

BERNARD.

Malgré tout , . . . je vous crois assez généreux pour vous attacher de préférence à une infortunée . . .

BONNEFOL.

Moyen sûr pour n'avoir pas de rivaux.

ROBERT à Bernard.

Que me dites-vous là . . . Ah ! Vous avez lu au fond de mon ame , je ne puis dissimuler avec vous ; vous ar-

rachez le secret de mon cœur. Il est vrai , le ciel m'a fait rencontrer depuis peu de jours , une personne jeune, sans biens.

BONNEFOI.

Oh ! pareille rencontre n'est pas rare.

ROBERT.

C'est une simple ouvrière , .. mais je n'ai vu jamais plus de grâces , d'esprit , de candeur... Que vous dirai-je d'elle? .. Son nom , je l'ignore encore. .. Je n'aurais osé le demander à personne sans craindre de me trahir... Ses parens. .. Elle parlait de son pere avec cette sensibilité vraie qui ne peut se rendre; elle en parloit souvent; mais c'est du cœur de son pere qu'elle parloit. Je n'ai point appris quel est son état. Il est pauvre , sans doute, son bon pere , mais il sera le mien ; j'ai juré de la lui demander pour épouse.

BONNEFOI.

Et vous êtes bien sûr qu'il ne vous refusera pas.

BERNARD.

Mon cher Robert, je vous reconnois là. . .

Mes amis , un Citoyen comme celui-ci nous venge bien de la lâcheté ou de l'orgueil de quelques autres.

BOILEAU.

Oui , mais M. Mondor.

BONNEFOI.

Ah ! M. Mondor n'est pas dupe.

BOILEAU.

C'est toujours bien mal à lui , il n'a pas une seule fois mis le pied au Corps-de-garde , et la première fois qu'il pense à nous , c'est pour nous envoyer un je ne fais qui , qui vient je ne fais d'où , & qui est bâti je ne fais comment. . . .

BONNEFOI.

Oui un grédin , qu'il faudroit renvoyer du pays bien vite.

LE FEBVRE.

Au contraire, cet homme est digne qu'on s'intéresse à lui, malgré le tort que Mondor a eu de l'envoyer en sa place.

ROBERT.

Cet homme trouvera des protecteurs. Chez les vengeurs de la liberté, l'homme juste ne manquera jamais d'amis.

DUBOIS.

Mon Capitaine, le mépris de M. Mondor est propre à nous décourager tous. Pourquoi ne l'enverrions-nous pas chercher, cela satisferoit toute la Garde.

BOILEAU.

La Loi est pour tous, ou bien elle n'est pas pour tous... Si elle n'est pas pour tous, eh bien ! elle n'est pour personne. Il n'est pas dit qu'on veillera pour ces Messieurs, et qu'en récompense, ils dormiront pour nous.

LE FEBVRE.

Mes Camarades, laissons dormir Mondor et ses pareils, nous n'en aurions que plus à veiller. Vous vous plaignez de son mépris, vous n'y pensez pas. Croyez-vous que les lâches méprisent les braves Citoyens ? Non, mes amis, ils nous estiment malgré eux. Ne contrainçons personne ; le Patriotisme ne se commande point. Si quelqu'un venoit ici par contrainte, les autres n'y viendroient plus avec zèle, et il vaudroit mieux que l'on n'y vînt pas.

BOILEAU.

Mon Capitaine a fait faire à mes idées un quart de conversion.

ROBERT.

Nous pensons tous de même, et vous le premier, M. Dubois... Il n'y a que deux sortes d'hommes aujourd'hui, des Citoyens pour qui la liberté est tout, et des lâches pour qui elle n'est rien. Gardons-nous d'appeler ceux-ci parmi nous, le plus grand malheur seroit qu'ils

qu'ils affectassent du zèle, et que nous pussions nous y laisser tromper.

BONNEFOI.

Encore y en aura-t-il que vous ne connoîtrez pas à l'apparence.

DUBOIS.

Mon Capitaine, je pense à présent comme vous. Nous serons toujours le nombre qu'il faudra quand nous n'aurons avec nous que des gens de cœur.

LE FEBVRE.

M. le Caporal l'horloge sonne, il faut relever les Sentinelles.

DUCLOS *avertit quatre Fusiliers, vient prendre la Consigne, et part avec les quatre Fusiliers, comme a fait Albert.*

SCENE V.

LE FEBVRE, DUBOIS, ALBERT, ROBERT, BERNARD,

BOILEAU, BONNEFOI, *Soldats nationaux.*

LE FEBVRE. *s'assied auprès de la table qui est sur le devant du Théâtre.*

On allume les chandelles, des Soldats Nationaux se placent à l'autre table, les uns jouent, d'autres fument, plusieurs s'exercent au maniement des Armes, quelques autres se couchent sur le lit de camp.

LE FEBVRE *tire de sa poche quelques papiers qu'il met sur la table.*

Messieurs, voici quelques papiers-nouvelles qui pourront vous intéresser.

BOILEAU.

Voulez-vous que je vous les dise les nouvelles... Je parie que je les devine.

BONNEFOI.

Je le crois bien; cela se devine aisément; c'est que tout va de mal en pire.

B

BOILEAU.

Vous n'y êtes pas. . . Quelques parchemins à vendre à la livre ; quelques robes noires à reloger au Théâtre ; quelques tirets de moins à faire. . . Oh ! il n'y a pas tant de mal à cela.

LE FEBVRE.

Lisez , Messieurs ; vous verrez que chaque jour la Révolution tire de nouveaux avantages des tentatives même qu'on y oppose. . . Vous verrez que la Constitution s'établit, que le crédit renaît, que les Citoyens reprennent courage , que d'une extrémité du Royaume à l'autre , les volontés et les forces sont réunies en faveur du bien public ; les volontés , par des associations qui propagent la doctrine et l'amour des principes constitutionnels ; les forces , par une Confédération de Troupes nationales dont le zèle et le courage nous garantissent à jamais le maintien de la Liberté et des Loix.

SCENE VI.

ACTEURS précédens : UN PASSANT.

LE PASSANT *présente à Le Febvre son Passeport à viser.*

LE FEBVRE *lit le Passeport, vérifie le Signalement.*

LE FEBVRE.

Vous vous appelez ? . .

LE PASSANT.

François Constant.

LE FEBVRE.

C'est juste. Vous quittez donc Paris ?

LE PASSANT.

Oui M. l'Officier, mais j'y retournerai bientôt, j'espère.

LE FEBVRE.

Comment cela ?

LE PASSANT.

Le Maître chez qui je travaillois n'a congédié aucun de ses Ouvriers quoiqu'il ne trouvât pas la défaite de ses

marchandises fabriquées. » Mes amis , nous disoit-il , j'ai
 » gagné ma fortune sur le travail de mes Ouvriers , au-
 » jourd'hui il est bien juste que j'emploie une partie de
 » ma fortune à leur conserver du travail. «

BERNARD.

C'est être , tout à la fois équitable et bienfaisant.

ROBERT.

Ah ! si tous les gens qui se sont enrichis comme lui ,
 eussent raisonné de même ! ..

BONNEFOI.

Oh ! diable . . . Ce qu'on a gagné on le garde.

BOILEAU.

Oui , et par fois on garde aussi ce qu'on n'a pas
 gagné , n'est-ce pas ?

LE PASSANT.

Notre Maître nous disoit encore : « mes enfans , je
 » ne changerai point la nature de mon Commerce. La
 » moitié de ce qu'il me faudroit sacrifier à vos essais
 » dans un travail que vous ne connoissez pas , suffira
 » pour vous entretenir dans celui dont vous avez l'u-
 » sage. Et lorsque le Commerce aura repris faveur , je
 » n'aurai pas perdu le crédit de ma maison , et la main
 » de mes Ouvriers. »

LE FEBVRE.

Une chose si simple se conçoit d'elle-même. . .
 Eh bien !

LE PASSANT.

J'ai pensé que parmi ses Ouvriers , il falloit qu'il sou-
 tint préféablement ceux qui sont chargés de famille ,
 ou affoiblis par l'âge.

J'ai senti que je faisois tort à ces pauvres gens , en
 partageant des secours dont ils avoient plus besoin que
 moi. . . . Si j'avois voulu me vendre à des traîtres. . .

BONNEFOI.

Voilà bien les Badauds , ils croient toujours aux
 trafisons,

B ij

BOILEAU.

Comme les Dévots croient aux Revenants.

LE PASSANT.

Les Français ne sont pas gens à se laisser gagner par l'appât de l'or. . . . Je sais m'estimer ; je suis garçon , jeune et robuste , j'ai pris le parti de m'en aller dans mon pays gagner ma vie , comme je pourrai , jusqu'au moment où les méchants seront à bout.

Oh ! alors je retournerai bien content à Paris.

BERNARD.

Vous aimez Paris ?

LE PASSANT.

Et qui est-ce qui pourroit ne pas aimer Paris , surtout y ayant vu comme moi , combien le Peuple est bon et brave , combien tous les cœurs y sont d'accord.

BERNARD.

Vous dites bien : oui , les cœurs y sont d'accord.

BONNEFOI.

Ne voilà-t-il pas qu'il dit qu'on y est d'accord ! Et les traitres donc ? Comment concilier cela ?

Mon ami, vous variez sur vos faits et articles : et qui *semel mendax , semper mendax.*

LE PASSANT.

Quand je dis que les cœurs sont d'accord , je parle des cœurs français.

Il faut bien excepter encore quelques misérables ennemis de l'Etat , mais pour la plupart connus , abhorrés , avilis ; ils ne tiendront pas long-tems contre le zèle infatigable des vrais Représentans de la Nation , contre l'amour du Roi pour son Peuple , contre le Patriotisme de tous les Citoyens , contre le courage de l'Armée Nationale et la vigilance du Héros qui la commande.

ROBERT.

Permettez-moi de vous demander , Monsieur , si vous avez assez d'argent pour vous rendre ? N'en auriez-vous pas besoin ?

LE PASSANT.

M., mon Maître ne m'a pas laissé partir sans m'en donner; quoiqu'il ne n'en dût pas; mais un peu d'argent ne mene pas loin... Heureusement j'approche de chez moi.

ROBERT.

Trouvez bon que je vous offre ce léger secours. Dans un moment où bien des hommes souffrent, ainsi que vous, par héroïsme, on peut entre Patriotes, entre vrais freres, demander sans honte et offrir sans mépris...

BERNARD.

Nous vous traitons comme vous nous traiteriez.

LE FEBVRE.

Messieurs, chacun sera jaloux de suivre votre exemple. Adieu, mon ami, nous vous souhaitons un bon voyage.

BOILEAU.

Vous boirez à notre santé, mon jeune homme. Pour moi, la première que je porterai sera celle des bons Français. La vôtre y sera comprise.

LE PASSANT *sort.*

BONNEFOI.

Oui, cela leur fera grand bien à tous.

SCENE VII.

ACTEURS précédens. ~~DUCLOS rentre avec les premiers Fusiliers.~~

LE FEBVRE.

Croyez-vous, Messieurs, qu'une Nation où les Citoyens pensent ainsi, soit propre à se laisser avilir sous le joug de l'Aristocratie?

BOILEAU.

Bah, nous nous moquons bien de ces Aristocancres.

BONNEFOL.

Oui, mais vous n'avez pas de leur argent.

BOILEAU.

Il faudra bien que ça vienne... S'ils le gardent toujours, à quoi leur servira-t-il?... Il sera perdu pour eux comme pour nous... Eh bien, nous sommes aussi riches qu'eux.

ROBERT.

Ah! si ceux qui ont si long-tems influé sur l'opinion publique, avoient mis à profit les moyens qu'ils avoient pour accélérer la Révolution, si tous les Prêtres eussent pensé et agi comme M. Bernard...

BONNEFOI.

Oui, n'est-ce pas édifiant? Un Abbé, un Prêtre... devenir un Citoyen, un Soldat; fi donc... Est-ce comme cela que tant d'autres se conduisent... Voyez-les... Ils écrivent, ils parlent, ils dirigent, ils bénissent, ils maudissent, ils protestent; voilà qui est soutenir la gageure.

BOILEAU.

Après qu'elle est perdue, Dieu merci.

BONNEFOI.

Quant à M. Bernard, j'espère lui voir bientôt faire des Comédies pour instruire le Peuple.

ROBERT.

Pourquoi non? Le Fanatisme prêche souvent dans la chaire; la Philosophie ne peut prêcher que sur le Théâtre; les amis de la raison et du sentiment doivent y donner leurs leçons.

BONNEFOI.

Voilà une belle doctrine!

BERNARD.

Ma présence ici vous étonne. Croyez-vous qu'après que je me fûs armé avec tout Paris, pour conquérir le Fort du Despotisme, pour sauver la France, mes mains se soient élevées moins pures vers le pere des humains?

BONNEFOI.

Oh! alors comme alors; en tout cas nous n'y sommes plus.

BERNARD.

Si ce fut un devoir de repousser par la force, des ennemis armés, est-il moins nécessaire de veiller pour maintenir le repos des Citoyens, au milieu des traitres, pour contenir les malfaiteurs, pour réprimer les fraudes par lesquelles on tarit les sources du Trésor public ?

BOILEAU.

C'est bien dit... La fraude est si mal aujourd'hui... J'aimerois mieux boire une bouteille de trop au cabaret, que seulement un verre de vin dont les droits ne seroient pas acquités ; oui je soutiens qu'il y auroit moins de mal.

LE FEBVRE *en souriant.*

M. Boileau, vous êtes dans les vrais principes.

BONNEFOI.

S'armer pour cela ! on pourroit verbaliser, grossoyer, favoriser la consommation du papier marqué.

LE FEBVRE.

Nous refuser en quelque chose au service de l'Etat, ce seroit fausser notre serment civique, et des Français savent tenir ce qu'ils ont promis à la Patrie.

BERNARD.

Eh bien ! ce qui est un devoir pour vous, Messieurs, pensez-vous que ce soit un crime pour moi ? En quoi différerai-je de vous, je vous prie ? N'ai-je pas droit, comme vous, à mes propriétés personnelles et au salaire de mes travaux ? Ne puis-je pas participer aux dignités si la confiance publique m'y appelle ? Et je serois étranger à la défense commune de nos foyers ! Qu'on nous écarte du soin trop occupant des affaires, mais qu'on nous appelle au moment du péril ; c'est-là où la charité sincère aime à se montrer.

BONNEFOI.

Vous êtes Prêtre et vous n'avez pas peur du sang ?

BERNARD.

Sans-doute il est affreux, même dans la nécessité,

de verser une goutte de sang humain ; mais faut-il , par une sensibilité hypocrite en laisser injustement répandre des flots , et c'est ce qui arriveroit , si les vrais Patriotes ne se montroient pas en force ?

Oublions combien sous le nom de la Religion , l'on a fait armer de bras pour immoler les Princes , pour égorger les Peuples.

Oublions qu'encore aujourd'hui peut-être , on la fait servir de prétexte pour préparer le trouble public , pour aiguïser , comme autrefois , des glaives assassins ; mais ne l'invoquons pas pour empêcher qu'on ne s'arme en faveur des Nations.

Vous voyez , parmi nos Camarades , un Prêtre Luthérien , un autre Calviniste. Leur Religion ne leur fait pas un scrupule de se rendre utiles aux hommes.

Dans ces jours de fraternité , que j'espère être éternels , je me garderai bien de donner au culte que je professe cette étrange défaveur de montrer le ministère de ma croyance , comme le seul incompatible avec les devoirs du Patriotisme.

LE FEBVRE.

Mon Camarade , vous êtes en effet le digne Ministre de l'Être juste et bon... Vous êtes Citoyen ; vous êtes homme ; vous êtes né pour sentir la vertu , et pour en faire adorer le principe éternel.

BOILEAU.

Je ne dispute pas sur ce que je ne comprends pas ; mais , tenez ce que je sens-là , il ne faut pas qu'on me le dispute.. Je pense donc qu'un Sermon de moins et un bon exemple de plus feroient souvent un bon effet ; il me semble que quiconque auroit peur qu'on ne le prit pour un homme comme un autre , auroit grand tort. Si un Prêtre n'est pas un homme , morbleu , tant pis pour lui ; il n'y a pas d'espece qui vaille mieux que la nôtre , au moins.

BONNEFOI.

Ah ! elle est bien mélangée.

BOILEAU.

Oui , vous pouvez en offrir la preuve.

SCENE VIII.

ACTEURS précédens

Duclos, Albert, et six Fusiliers

DUCLOS.

Mon Capitaine , j'ai une demande à vous faire , ainsi qu'à tous mes Camarades.

LE FEBVRE.

Mon Camarade , je vous réponds d'avance de tout ce qui dépendra de nous. . . Je suis à vous à l'instant.

M. le Caporal , il est tems que la premiere Patrouille se mette en marche.

On suspend les jeux : ALBERT et six Fusiliers se disposent à partir.

LE FEBVRE,

Vous avez le mot d'Ordre ?

ALBERT.

Oui , mon Capitaine. . .

LE FEBVRE.

Messieurs , vous n'oublierez pas le silence dans la marche , la modération dans la conduite , la fermeté si l'on fait résistance.

ALBERT et les six Fusiliers partent.

Les Jeux recommencent.

SCENE IX.

LE FEBVRE , etc.

DUCLOS.

Mon Capitaine , j'apprends qu'il vient de me naître un fils. . . C'est mon premier né. . . Je veux le consacrer à la Patrie. Pour lui imprimer un caractere de Patriotisme, souffrez que je vous prie , mes Camarades et

vous, mon Capitaine, de l'honorer par avance d'une marque d'amitié, et de lui donner un nom.

ROBERT.

Voilà un père Citoyen.

BONNEFOI.

Si son fils tient de ses parrains, il aura de qui tenir.

BOILEAU.

Sans doute, et cela lui feroit honneur, voyez-vous. Ne vaut-il pas mieux que son enfant ait vingt parrains comme nous, que d'avoir seulement deux pères comme vous.

LEFEBVRE.

Mon Camarade, nous vous remercions tous de ce que vous nous procurez l'occasion de vous donner une marque d'estime et de fraternité.

Messieurs, ayez la bonté d'indiquer le nom que vous préférez.

DUBOIS.

Celui qu'on vous a donné, mon Capitaine.

LE FEBVRE.

Le mien, c'est Antoine.

DUBOIS.

Eh bien ! Antoine ; n'importe ; le nom que vous portez, rappellera toujours celui d'un brave Capitaine.

BERNARD.

Mes amis, ce n'est pas dans la légende des Moines qu'il faut, en ce siècle d'honneur, chercher un nom pour un Français.

ROBERT.

Je pense comme M. Bernard ; j'ai vu donner aux fils de nos guerriers les noms d'Hercule, d'Achille et d'Alexandre.

Si j'avois à nommer le fils d'un Soldat de la Patrie, je lui donneroie un nom glorieux à la France ; le nom du Grenadier, qui, dans la journée de la Bastille, monta le premier à l'assaut ; oui je l'appellerois ARNÉ.

B O N N E F O I.

ARNÉ. . . . Un Soldat aux Gardes , voilà - t - il pas un grand Saint !

BERNARD.

Sans doute , d'après le service qu'il a rendu aux hommes.

L E F E B V R E.

Nous semblerions en effet , en cherchant des noms étrangers , ne pas sentir la dignité d'un nom français. Vous l'avez nommé , mon Camarade. . . . Il s'appellera ARNÉ ; n'y consentez-vous pas , Messieurs ?

T O U S.

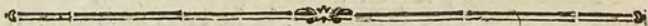
Bravo , mon Capitaine.

R O B E R T.

De toutes les Nations connues , la France est celle qui avec le plus de gloire , a le moins de prétentions. Estimons-nous davantage ; pourquoi des noms qui ne peuvent nous rappeler à l'amour de notre Patrie ; pourquoi chez nous ce reste de soumission à des Loix , à des Coutumes qui n'ont été établies ni par nous , ni pour nous. Osons être Français en tout , sachons priser tout ce qui tient à l'honneur d'une Nation si puissante et si brave , et nous verrons quel Peuple ancien ou moderne pourra nous être comparé , soit en force , soit en vertu.

B O I L E A U.

Nous sommes Français. Eh bien ! Tout à la Française , mes amis ; plus de boucles angloises , plus de fers d'Allemagne , plus de chifons d'Italie , ce sera autant de gagné pour boire.



S C E N E X.

ACTEURS précédens, ALBERT, 2 Soldats nationaux. SOPHIE.

Il se fait beaucoup de bruit derriere le Théâtre.

SOPHIE *au fond du Théâtre.*

Où me conduisez vous. . . . Ciel ! dans un Corps-

de-Garde... Je n'y vois point mon Pere. Secourez-moi, grand Dieu !

On l'amene plus près de l'avant-Scene, on l'assied.

ROBERT.

C'est elle ! .. Oh ! mes Concitoyens, oh ! mes vertueux amis, respectez-là, respectez-là.

LE FEBVRE.

Voilà ce que produit l'avarice des hommes opulens. ... L'indigence qui devient leur ouvrage, précipite ces infortunées dans le crime !

Que s'est-il donc passé ?

ALBERT.

Nous avons entendu crier au secours ; nous sommes accourus. ... Les cris redoubloient, il nous a fallu forcer l'entrée d'une chambre. ... Nous avons trouvé cette jeune personne éplorée. ... Auprès d'elle étoit un homme assez bien vêtu. ... Aux pieds de la jeune personne étoit cette bourse qu'elle repoussoit. ... A notre aspect, elle s'est écriée, sauvez-moi, enlevez-moi d'ici, cachez-moi.

Nous l'avons amenée, quatre Fusiliers s'emparent de l'homme.

LE FEBVRE.

Je m'étois bien trompé !

ROBERT.

Dans une position qui semble si loin de l'opulence... résister à l'épreuve de l'or ! .. Et je ne serois pas fier de mon amour !

LE FEBVRE.

Mademoiselle, remettez-vous de votre frayeur... souffrez que je vous interroge, je ne vous questionnerai que sur ce qu'il m'est indispensable de vous demander. Qui êtes-vous, et quel est l'homme contre qui vous avez demandé du secours ?

SOPHIE.

Quel mal ai-je fait ? Quelle honte ai-je méritée ? Pourquoi m'avoir conduite ici, parmi des Soldats ?

LE FEBVRE.

Fille estimable , ne craignez rien.

ROBERT.

Vous êtes dans un azile sacré. . . Ces Soldats , ce sont vos freres , ce sont des Citoyens , les défenseurs de la Liberté et des Loix.

SOPHIE.

Ce mot rassure mon cœur ; les Soldats de la Liberté sans-doute , sont ennemis de la licence ; [*elle se leve*] je vais donc vous parler avec la confiance que mérite le titre de Soldats-Citoyens. Je m'appelle Sophie.

LE FEBVRE.

Votre pere ?

SOPHIE.

Mon pere se nomme Henry Deschamps.

LE FEBVRE.

Que fait - il ?

SOPHIE.

Il n'a pas comme vous le bonheur d'être Citoyen actif.

ROBERT *avec douleur.*

Il n'est pas Citoyen !

SOPHIE.

Réduit à l'état de domesticité , il sert sous le nom de *la France*.

ROBERT.

Il sert !

SOPHIE.

Il sert , mais il n'en a pas moins le cœur d'un Citoyen ; aussi fut-il Soldat dans sa jeunesse.

ROBERT.

Votre pere a été Soldat !

SOPHIE.

Et d'honorables cicatrices attestent les dangers qu'il a bravés.

ROBERT.

Si l'on avoit encore à rougir de sa naissance, ce ne seroit pas à vous Sophie. . . à vous la fille d'un brave Soldat.

SOPHIE.

Son Maître moins Citoyen que lui, l'avoit envoyé pour veiller avec vous à la sûreté publique. . . Mais je ne le vois point. . . Hélas ! c'étoit un piège affreux. Mon pere, que ne vieilliez-vous à la sûreté de votre fille ! . .

LE FEBVRE.

Nous n'avons pû recevoir ici M. votre pere qui n'est pas Citoyen actif.

ROBERT.

Votre pere est cet homme respectable venu pour remplacer Mondor ! . . Et Mondor est son Maître !

SOPHIE.

Si vous avez pour moi quelque pitié, de grace ne me parlez pas de cet homme. . . Son nom m'est affreux à entendre.

ROBERT.

Seroit-ce lui qui auroit osé ? . .

SOPHIE.

Lui. . . Profitant de l'absence de mon pere qu'il avoit envoyé vers vous, méprisant notre indigence, violant les droits de notre domicile, il a osé, l'or à la main, promettre, menacer, exposer ma jeunesse et mon inexpérience. Renfermée chez moi par cet homme, seule avec lui, privée de mon pere, ~~j'aurois subi la mort dont j'étois menacée~~, il ne me restoit de ressources que mes cris. Vous les avez entendus, Citoyens qui veillez contre l'oppression ; vous m'avez sauvée. . . Graces soient rendues au zele qui vous arme pour le repos de la Patrie. . .

Mais mon pere ! mon pere ! Refusé par vous, sans doute il vient de rentrer chez lui. . . Dieu qu'aura-t-il pensé ? Il me cherche à présent. Il ignore hélas ! . . Et que deviendra-t-il ? . . Ainsi, trahi par son Maître, que fera-

t-il , où ira-il porter le fardeau de la vieillesse et de la misère ! ..

SCENE XI.

ACTEURS précédens; MONDOR amené par quatre Fusiliers.

Il se fait du bruit.

MONDOR.

Vous me faites violence ; c'est une chose criante. . .
M. l'Officier, vous en répondrez.

SOPHIE.

Quoi , c'est lui qu'on amène ! Eloignez-le , éloignez-moi , cachez-moi !

LE FEBVRE.

Ne craignez rien.

ROBERT.

C'est à lui de se cacher , à lui de mourir de honte !

MONDOR.

Il est étrange qu'on s'arroge le droit de traiter un galant homme de cette sorte , de le livrer à des gens qu'il ne connoît pas.

BONNEFOL.

Voilà ce que c'est que la liberté.

BOILEAU.

Camarade , si vous ne nous connoissez pas , c'est votre faute ; vous avez été plus d'une fois prié par votre Caporal , de venir faire connoissance avec nous.

ROBERT.

Il vous sied bien de contester aux Citoyens le droit de veiller à leur sûreté , vous qui , en violant les droits les plus saints , rendez notre vigilance si nécessaire.

LE FEBVRE.

Etiez-vous chez vous , quand on vous a pris ?

MONDOR.

Chez moi. . . . A peu-près. . . . Cette petite est la fille de la France, d'un homme qui me sert; j'étois chez lui, si vous voulez; mais je crois que chez ses gens, on peut avoir ses grandes entrées.

BERNARD.

Et qu'a de commun l'azile où cet homme réside hors de chez vous, avec les soins qu'il est convenu de vous donner.

MONDOR.

Oh ! Voilà de la chicane, je n'entends rien à cela.

BONNEFOI.

Il prend cet Abbé pour un Conseiller-Clerc.

MONDOR.

En un mot, Messieurs, finissons; que voulez-vous décider ?

LE FEBVRE.

Nous ne décidons point, Monsieur, nous laissons aux Législateurs à faire les Loix, aux Magistrats à les appliquer, et nous en assurons l'exécution; c'est de cet accord que résulte la liberté publique.

DUCLOS.

Mon Capitaine, si j'osois, je vous demanderois pour cette fois, la grace de M. Mondor. . . . Il est assez humilié.

MONDOR.

Oui, je vous en prie, laissez-moi m'en aller. . . . Il a raison lui. . . . C'est fort désagréable. . . .

LE FEBVRE.

Quand vous demandez grace, vous n'y pensez pas; mon Camarade. Le mot de grace ne doit jamais sortir de la bouche d'un Citoyen. . . . Monsieur, n'est pas en notre pouvoir, il est sous celui de la Loi. Où la Loi seule regne, il n'y a ni faveur, ni rigueur. Il n'y a que des regles, et jamais d'exception. . . . Monsieur, à qui est cette bourse ? La reconnoissez-vous ?

MONDOR.

MONDOR.

Cette bourse ? Elle est à cette petite fille.

SOPHIE.

A moi ? Osez vous croire encore que votre or puisse me tenter.... Il est à vous , je n'en veux point, j'aimerois mieux mourir....

BONNEFOL.

Mais s'il n'est à personne cet or, on en peut faire la consignation en main sûre.

MONDOR.

Si vous ne voulez pas que cette bourse soit à vous... elle est donc à moi.... ce sera comme vous voudrez....

ROBERT.

Courage Sophie ! ô que vous savez élever l'indigence au-dessus des biens que vous méprisez ! Mais, j'ose vous le prédire, vous les retrouverez ces biens avec usure ; vous les retrouverez , sans qu'il en coûte à votre vertu.

SOPHIE.

Mon pere avoit eu quelqu'espérance ; mais je la vois prête à s'évanouir : quant à moi, je sais combien il faut de peine pour gagner légitimement un peu de pain, & je ne m'arrête point à des idées chimériques qui ne peuvent que rendre la pauvreté plus pénible, & la vertu plus difficile.

ROBERT.

Vous connoissez le prix de la vertu ; ah ! croyez que , parmi les hommes , il en est qui savent l'estimer aussi : croyez que qui vous aura vue, que qui vous connoitra , ne pourra , pour peu qu'il ait d'âme, résister à des charmes si touchans.

SOPHIE.

Cessez, Monsieur, je vous en supplie, cessez de me parler ainsi.

ROBERT.

Sophie, vous ne daignez pas m'entendre.

C

Par pitié, épargnez - moi, respectez ma misere, ne l'appesantissez pas pour moi!.....

SCENE XII ET DERNIERE.

ACTEURS précédens, DESCHAMPS.

DESCHAMPS.

Elle est ici..... c'est ma fille, rendez-la moi, rendez-la moi!.....

S O P H I E.

Mon pere!

DESCHAMPS.

Ma fille dans ces lieux : Eh ! peut-être ne sais-je pas tout!.... [*à Mondor*] Quoi ! vous voilà Monsieur.

S O P H I E.

Mon pere ! ah ! laissez - le..... Votre Sophie n'est point coupable!.....

LE F E B V R E.

Non, votre fille n'est point coupable.

B E R N A R D.

Votre fille est sage et vertueuse.

R O B E R T.

Heureux pere ! La vertu de votre fille est pure comme le Ciel.

DESCHAMPS.

Ah ! je te crois , ma fille ! Jamais tu n'as connu le mensonge : jamais auprès de toi , je n'ai conçu ni doute ni soupçon. . . Tu sais combien tu m'es chere !

S O P H I E.

Mon pere !

DESCHAMPS.

Pourrais-je savoir cependant,...

LE FEBVRE.

Epargnez-lui, épargnez-nous le récit d'une scene d'horreur ; voyez cet or qu'elle a repoussé , et jugez-là.

DESCHAMPS.

Ma fille ! ma Sophie ! .. Pardonnez , Messieurs , les malheureux n'ont de plaisirs que ceux-là , et ils ne vous envient point les vôtres.

ROBERT.

Vous, malheureux ! non , vous ne le serez plus : soyez libre ; soyez Citoven ; soyez heureux , vous et Sophie.

DESCHAMPS.

Que dites-vous ? .. Auriez-vous découvert déjà ? ..

ROBERT.

J'ai découvert ce qu'il m'importoit le plus de savoir.

DESCHAMPS.

Comment ?

ROBERT.

Que Sophie est vertueuse , que son pere est respectable ; je ne puis plus me taire... Vous desirez être Citoyen actif ? ..

DESCHAMPS.

Si je le desire... Oui ! Mais le titre de Citoyen doit être un titre d'honneur.

ROBERT.

Sans doute... et pour vous élever à ce rang , je vous offre dans mon Commerce , une part dont je vous fournirai l'avance.

DESCHAMPS.

Quoi , Monsieur ! .. et comment reconnoître un tel bienfait ?

ROBERT.

Par un bienfait plus grand que j'attends de vous... la main de Sophie.

DESCHAMPS.

Vous la voulez pour épouse ?

ROBERT.

Du moment que j'ai vu Sophie, je n'ai pas eu d'autre desir.

DESCHAMPS.

Ma fille ?

SOPHIE.

Mon pere!..

DESCHAMPS.

Je lis dans tes yeux... Cette alliance inspirée par la vertu seule, ne peut manquer de te rendre la plus heureuse des femmes ; ton pere sera donc le plus heureux des peres!

ROBERT.

Comme il a la plus vertueuse des filles!

BONNEFOI.

M. Robert, à ce que je vois, compte un peu trop sur la succession du défunt... Ce seroit compter sans votre hôte, je vous en avertis.

MONDOR.

Que dites-vous là, M. Bonnefoi ?..

BONNEFOI.

Il est inutile de nous cacher, Monsieur ; ce la France est M. Deschamps, le cousin de M. Dorval, de qui vous êtes Légataire. Mais voyez-vous, le testament est en forme, et nous ne craignons rien.

MONDOR.

Comment, sous le nom de la France, c'est M. Deschamps qui me servoit !

DESCHAMPS.

Quoi ! Sous le nom de Mondor, c'étoit Mathieu que je servois, et c'est ce parent qui, après m'avoir ravi mon héritage, vouloit m'enlever tout ce que j'avois de cher au monde, l'honneur de ma Sophie!...

ROBERT.

Mon Capitaine, et vous mon pere, il n'y a plus d'ou-

trage à réparer.... L'on ne pourroit plus donner de suite à la faute de Mondor, sans offenser Sophie... Ce n'est point par grace, c'est par droit que je demande que Mondor soit libre dès cet instant.

DESCHAMPS.

Oui, qu'il soit libre, et sur-tout qu'il nous laisse !..

LE FEBVRE.

Messieurs, votre demande est juste.... Mais je ne puis que vous promettre de me joindre à vous pour l'appuyer auprès du Magistrat. [à Mondor]

Vous pouvez cependant reprendre cet or.... Sans doute, si vous l'aviez gagné légitimement, vous auriez scû l'employer mieux.

MONDOR.

Vous me pénétrez tous de confusion et de remords. Ah ! Croyez, qu'après de grandes fautes, on peut encore se repentir.... Non, il n'est point à moi cet or.... L'intention de votre parent avoit été toujours qu'il vous parvint.... Il s'étoit fié à ma foi.... Un conseil dangereux m'avoit égaré.... Une occasion plus dangereuse encore m'avoit perdu ;... mon parent, recevez-le de ma main, recevez-le sans honte, il est le gage des sentimens nouveaux que vous m'inspirez.

DESCHAMPS.

Mon parent m'est rendu.... La voix du sang l'emporte.... Embrasse moi !...

SOPHIE.

Mon pere, osez-vous toucher cet or !

DESCHAMPS.

Grace, grace entiere, ma fille....

SOPHIE.

Nous nous estimions tous heureux, avant qu'il nous fut restitué.

DESCHAMPS.

Il est vrai.

SOPHIE.

Et moi, je ne pourrois plus l'être avec l'idée que cet or nous vient de lui.

Reprenez-le, Monsieur, interrogez-vous en secret, et s'il est quelque pere de famille que vous ayez vexé, quelque malheureux que vous ayiez privé de son salaire, allez réparer tous vos torts.

MONDOR.

Ma conscience ne me reproche point ces injustices.

DESCHAMPS.

En ce cas, moi je l'accepte cet or, mais trouvez bon tous que je le consacre aux besoins de l'Etat. . .

MONDOR.

C'est ce que j'allois vous proposer : je sens qu'en renaissant à la vertu, je deviens Citoyen.

DESCHAMPS.

Ce sera, dans ce cas, un don de la famille : mon Capitaine, je vous le remets en main ; souffrez qu'en même tems je vous demande de partager les travaux des Soldats de la Nation.

Je jure et promets entre vos mains d'en remplir les devoirs avec zele.

LE FEBVRE.

Je reçois votre don et votre Serment ; mon Camarade, venez. . . [*il l'embrasse*] Arborez la Cocarde Nationale ; elle sied bien à celui qui peut aller tête levée.

LE FEBVRE *attache sa Cocarde au Chapeau de Deschamps ; Boileau attache la sienne au chapeau de Mondor.*

MONDOR.

Mes Camarades, j'espere en la prenant aujourd'hui me rendre digne de la porter. . . Ne pensez plus à mes erreurs passées. . . Pour moi, je ne penserai jamais à me faire remplacer auprès de vous.

BERNARD.

M. Mondor, vous trouverez dans l'accomplissement des devoirs d'un vrai Patriote, l'amitié de vos braves Camarades, l'estime de tous vos Concitoyens, et cette paix de l'ame qui est le plus digne prix de la vertu.

FIN.

